

## **Education pour tous: la France divise par 50 son engagement !**

Les 25 et 26 juin prochains, sous l'égide de la Commission européenne, les leaders mondiaux se réuniront à Bruxelles, pour la conférence de reconstitution des ressources du Partenariat Mondial pour l'Education (PME) pour la période 2015-2018.

Depuis quelques mois, la coalition d'ONG "Campagne Mondiale pour l'Education" fait pression en France, auprès de l'Élysée, des ministères des Affaires étrangères et du développement international, et de l'Education, pour une augmentation des ressources françaises allouées au PME en faveur de l'éducation de base dans les pays les plus pauvres. Une représentation de la France au plus haut niveau a également été demandée.

L'objectif de cette conférence est d'inciter la communauté internationale à un réengagement du PME à hauteur de 3,5 milliards de dollars US afin de faire de l'éducation universelle, non plus une promesse mais une réalité.

**Les enjeux restent énormes :** en 2014, 57 millions d'enfants en âge d'aller à l'école primaire ne sont pas scolarisés dont 30,6 millions filles, 250 millions d'enfants ne savent ni lire ni écrire lorsqu'ils arrivent en quatrième année du primaire.

Investir dans l'éducation des enfants et des jeunes n'est pas seulement un choix : c'est un devoir de la part des gouvernements et de la communauté internationale. L'éducation est un droit fondamental, indispensable pour l'exercice de tous les autres droits universels et le premier levier de la lutte contre la pauvreté. Favoriser l'accès à l'éducation pour tous et toutes, c'est rendre autonome les futures générations des pays les plus pauvres.

Malgré ces enjeux , le ministre des Affaires étrangères, Monsieur Laurent Fabius vient de confirmer aux ONG françaises mobilisées, le désengagement de la France vis-à-vis du financement du PME, l'un des principaux bailleurs de l'éducation pour tous. Aucun montant d'engagement n'ayant été communiqué aux ONG par Monsieur Laurent Fabius, pour la période 2015-2018, cela laisse même craindre que ce désengagement soit total. Pourtant au rang de 7ème contributeur du PME sur la période précédente et partenaire historique de la mise en œuvre de ce Fonds, il est certain que la France ne s'engagera pas au même niveau d'allocations de ressources (soit 50 millions d'euros pour la période 2011-2013). La France s'apprête à illustrer le peu d'intérêt accordé à la reconstitution des ressources du PME à travers une représentation, à la conférence de Bruxelles, limitée à une sous-direction de son ministère des Affaires étrangères.

**L'efficacité du PME est pourtant largement démontrée.** Depuis sa création en 2002, le PME est passé de 7 à 59 pays en développement partenaires, dont une majorité d' "Etats fragiles" et de pays d'Afrique subsaharienne qui coïncident avec la liste de coopération prioritaire de la France. Il a alloué un budget de près de 3,7 milliards de dollars en faveur de l'éducation, le plaçant au 4ème rang des bailleurs pour l'éducation aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire en 2011.

Le PME a notamment contribué à la scolarisation de 22 millions d'enfants supplémentaires en école primaire, dont 10 millions de filles. Le taux d'alphabétisation des jeunes de 15 à 24 ans dans les pays partenaires du PME est passé de 77% en 2000-2003 à 81% en 2007-2010.

Enfin, la part du financement de l'éducation en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) dans les pays en développement partenaires augmente de 10 % une fois qu'ils rejoignent le PME.

Ces résultats démontrent l'efficacité du PME et l'impérieuse nécessité que la communauté internationale se mobilise pour en assurer sa pérennité.

Les pays développés se doivent d'être ambitieux pour l'accès à l'éducation de qualité pour tous les enfants. Le PME est le moyen de cette ambition. La France ne semble pas l'avoir compris...Il est indispensable que la France reconsidère sa position et tienne son rang face à l'enjeu de l'éducation dans la lutte contre la pauvreté.

*Tribune cosignée par certaines ONG de la coalition " Campagne mondiale pour l'Education": Solidarité Laïque, Plan International France, Aide et Action, Handicap International, Oxfam, Planète Urgence*